

M. Mazankowski: Merci, monsieur l'Orateur. Le ministre envisagerait-il de faire d'ici peu à la Chambre à l'appel des motions une déclaration sur cette question d'une urgence extrême car elle affecte beaucoup de concessionnaires et d'employés de l'automobile dans tout le pays.

L'hon. Jean-Luc Pepin (ministre de l'Industrie et du Commerce): Non, monsieur l'Orateur. J'espère que le député trouvera le tour de poser une question à laquelle je puisse répondre.

M. Baldwin: C'est impossible.

M. Donald MacInnis (Cape Breton-East Richmond): Monsieur l'Orateur, je vais essayer en posant ma question de descendre au niveau du ministre afin qu'il puisse comprendre.

Des voix: Bravo!

M. MacInnis: Le ministre trouve-t-il que le ministre de la Santé nationale et du Bien-être social (M. Munro) empiète sur ses responsabilités en tant que ministre de l'Industrie et du Commerce ou sur celles de tout autre ministre du cabinet lorsqu'il propose au public d'acheter des voitures étrangères?

M. l'Orateur: A l'ordre.

M. Mazankowski: Je soulève la question de privilège...

M. l'Orateur: A l'ordre, s'il vous plaît. Je vois que le député se lève pour une question de privilège. J'ai dit qu'une déclaration devrait être faite à l'appel des motions. Le député de Vegreville estime cette question très urgente et le ministre semble désireux de répondre. Il est possible qu'avec l'accord de la Chambre le ministre soit autorisé à répondre à la question jugée irrecevable.

Des voix: D'accord.

L'hon. M. Pepin: Monsieur l'Orateur, j'allais répondre que les avantages apportés aux constructeurs d'automobiles et aux fabricants de pièces d'automobiles canadiens par l'Accord sur l'automobile sont bien connus. Même cette année, les exportations ont augmenté de 7.7 p. 100, comme l'indique le *Globe and Mail* d'hier. Un autre article très brillant du même journal décrit les progrès considérables réalisés par cette industrie. Cela se passait avant la réévaluation. La situation y faisant suite n'est pas encore connue. J'ai consulté plusieurs fabricants de pièces d'automobiles, mais ils ne le savent pas exactement. A notre avis, du fait des avantages reçus, des progrès réalisés les années précédentes et grâce au programme du gouvernement d'ajustement général, notamment, ils sont en mesure de faire assez bien face à la nouvelle

situation. Nous sommes particulièrement déçus à leur apporter notre aide si certains d'entre eux se trouvaient en difficulté.

M. Mazankowski: Je prends acte de la réponse du ministre. Comme les ventes de voitures de tourisme fabriquées au Canada ont diminué de 20 p. 100, tandis que celles des voitures de tourisme de provenance étrangère ont, elles, augmenté de 27 p. 100, le ministre ne considère-t-il pas que cette question-là est très urgente?

M. l'Orateur: A l'ordre, s'il vous plaît. La question supplémentaire du député prête manifestement à controverse. Elle n'est pas acceptable sous cette forme.

M. Donald MacInnis (Cape Breton-East Richmond): Je voudrais poser une question supplémentaire au ministre de l'Industrie et du Commerce. Le ministre est-il prêt à exposer à la Chambre les avantages présentés par l'Accord sur l'automobile en ce qui concerne l'achat de Volkswagen que recommande le ministre de la Santé nationale et du Bien-être social?

M. l'Orateur: A l'ordre, s'il vous plaît. Là aussi, j'estime que nous sommes sur le point d'engager une discussion. Je me permets de faire remarquer aux deux députés qu'il s'agit du genre d'informations qui devraient être fournies normalement dans une déclaration faite à l'appel des motions.

L'AGRICULTURE

LA DISTRIBUTION DU MÉMOIRE SUR LES OFFRES

M. H. W. Danforth (Kent-Essex): Je voudrais poser une question au ministre de l'Agriculture. Comme l'offre est à la base d'une grande partie des lois actuelles sur l'agriculture, le ministre peut-il dire si le document qu'on a chargé la Commission de planification d'établir sur l'offre et qui ne figure pas dans son rapport sera présenté d'ici peu? D'autre part, sera-t-il immédiatement communiqué aux députés?

L'hon. H. A. Olson (ministre de l'Agriculture): Monsieur l'Orateur, quand j'aurai mieux compris à quoi le député fait allusion, j'essaierai d'obtenir ce document de la Commission de planification, après quoi je déciderai s'il est de nature à être rendu public.

LES CÉRÉALES

LA RÉMUNÉRATION DES PRÉPOSÉS AUX SILOS POUR LEUR COLLABORATION AU PROGRAMME LIFT

M. John Burton (Regina-Est): Ma question s'adresse au ministre d'État chargé de la